

Le syndicat dénonce le manque d'effectifs

Page 6

Toujours le manque d'effectifs dans les finances publiques

Ras-le-bol d'être les mal-traités des gouvernements ? La CGT Finances publiques a dénoncé le manque d'effectifs qui entraîne une dégradation des conditions de travail et des difficultés pour assurer les missions de services publics... L'affaire Cahuzac en est un exemple ! Des actions sont prévues cet automne pour peser.

L'alternance politique n'y a rien fait, « on change de noms, RGPP et MAP, mais ce sont toujours les mêmes recettes », regrette le responsable national de la CGT Finances, Michel Faure. Une fois encore, le syndicat dénonce un manque d'effectifs. « Dans notre département, la baisse des effectifs est constante depuis 2000: au premier septembre 2013, il ne restera que 267 agents en Creuse, soit une baisse des effectifs de 30% »,

explique Philippe Madec, co-secrétaire départemental de la CGT Finances publiques. Et s'en suivent des conditions de travail qui se dégradent. C'est aussi le réseau qui est sur la même ligne. Des 28 trésoreries en 2000, il n'en reste aujourd'hui que 20. Le syndicat majoritaire y voit une conséquence directe, la diminution des agents met à mal la qualité du service... face à une population de plus en plus en demande car face à des difficultés grandissantes,

« Sur deux ans en Creuse, le nombre de gracieux est en forte progression : sur Guéret, ce nombre est passé de 1.584 à 1.869 entre 2011 et 2012, soit une progression de près de 20%, c'est énorme », s'alarme Philippe Madec.

Et de l'autre côté, un Cahuzac parvient à dissimuler ses revenus. Les agents commentent à entendre des réflexions désagréables qui pourtant ne les concernent pas ! « Les textes législatifs, les ordonnances... ça ne fonctionne pas



La CGT finances publiques a fait le point sur leur actualité... qui perdure, celle du manque d'effectif.

« tout seul, il fait les moyens humains pour mener des investigations », souligne Michel Faure. Bref, la marmite a assez sifflé... le temps de l'action se prépare. Les unions locales consignent des revendications pour rédiger un « Manifeste de l'agent des finances publiques » à l'échelon national, avec d'autres syndicats. Vers l'automne, des actions sont envisagées « pour peser sur le cours des

choses ». « Notre principale revendication, ce sont des effectifs pour accomplir les missions publiques qu'on nous a confiées », poursuit Philippe Madec.

D.C.